

« **DEMAIN L'HISTOIRE RETIENDRA QUE PENDANT QUE NOUS ETIONS DANS LES DIFFICULTES, NOUS AVIONS EU A NOS COTES, UN PAYS FRERE QUI S'APPELLE LE TOGO...** », **le PM du Mali Choguel MAÏGA**

P.2



TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 517 du 17 Mars 2023

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



**Les Universités
AGET 2023**

LES GRANDES ENTREPRISES ET L'INDUSTRIALISATION DU TOGO

P.7



Londres

LE TOGO PARTICIPE A SON PREMIER COMMONWEALTH DAY

P.4

Transit Routier Inter-Etats LA CCI-TOGO LANCE UN NOUVEAU SYSTEME AUTOMATISE DE TRACKING DE MARCHANDISES PAR IDENTIFIANT RADIO

P.8

SELON L'OTR 65 958 UNITES ECONOMIQUES RECENSEES AU TOGO, EN DEHORS DU GRAND LOME

P.7

LA CENI REND PUBLIQUE LA LISTE DES FORMATEURS ET OPERATEURS DE SAISIE

P.5

FESMA À KARA 17 AU 18 MARS 2023

P.16



En attendant l'Ouverture officielle

L'HOPITAL DE REFERENCE DOGTA-LAFIE OFFRE DEJA DES PRESTATIONS EN IMAGERIE

P.15

JIF 2023

TOGOCOM CELEBRE « LES FEMMES DU NUMERIQUE »

P.13

« DEMAIN L'HISTOIRE RETIENDRA QUE PENDANT QUE NOUS ETIONS DANS LES DIFFICULTES, NOUS AVIONS EU A NOS COTES, UN PAYS FRERE QUI S'APPELLE LE TOGO... », le PM du Mali Choguel MAÏGA



A Doha dans le cadre de la 5e Conférence sur les pays les moins avancés (PMA), le Premier ministre, Victoire Dogbé a rencontré plusieurs personnalités du

monde économique et politique. La Cheffe du gouvernement a échangé ce 06 mars 2023 à Doha avec le Premier ministre du Mali Choguel Maïga. Les discussions ont porté sur les relations d'amitié

et de coopération entre Lomé et Bamako. Après le tour d'horizon de la coopération bilatérale entre les deux pays, les deux chefs de gouvernement ont exploré les pistes pour son raffermissement

dans un contexte marqué par la crise sécuritaire. Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a rendu hommage à son homologue malien pour la dynamique de la transition en cours au Mali.

« J'ai transmis au Premier ministre tout le soutien du Président Faure Gnassingbé. C'est un soutien qu'il apporte à son frère et ami, le Président de la transition. Nos pays partagent les mêmes réalités, nous avons les mêmes défis sur le plan sécuritaire, sur le plan économique, sur le plan social. Et nous avons intérêt tous à partager nos expériences et travailler en bonne entente pour la prospérité de nos populations », a indiqué la cheffe du gouvernement.

Le Premier ministre malien Choguel Maïga a, pour sa part, témoigné toute sa gratitude au chef de l'État togolais, Faure Essozimna Gnassingbé pour tout le soutien apporté au Mali pendant ses moments difficiles.

« Demain l'histoire retiendra que pendant que nous étions dans les difficultés, nous avons eu à nos

côtés, un pays frère qui s'appelle le Togo, qui nous a tenu la main pour sortir de cette situation difficile. Je voudrais remercier Mme le Premier ministre pour ses vœux de bon rétablissement et surtout le Président Faure. J'ai reçu avec beaucoup de chaleur ses souhaits de prompt rétablissement », a-t-il dit. Choguel Maïga a salué la sagesse des deux dirigeants dans la conduite des affaires et grands dossiers de la sous-région.

« Je voudrais juste remercier encore le Togo qui a fait preuve de beaucoup de compréhension parmi les pays africains vis-à-vis du Mali. Pour aller plus vite dans la lutte contre le terrorisme, il est bon de faire preuve de compréhension, d'entraide, de soutien et le Togo montre cela à tous les instants en essayant de comprendre le Mali et non pas en donnant des leçons au Mali », a conclu Choguel Maïga.

Patrick NIMA

Coopération

L'OCDE REAFFIRME SON ENGAGEMENT A SOUTENIR LE TOGO



Le Togo peut toujours compter sur l'appui du Centre de Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

En marge de la Conférence des pays les moins avancés à DOHA au Qatar, le Premier ministre s'est entretenu avec la nouvelle Directrice de l'organisation, Ragga Arnadottir en présence de plusieurs membres de l'exécutif. Celle-ci a rassuré la cheffe du Gouvernement togolais quant au soutien de son institution.

Au menu, les domaines dans lesquels l'OCDE pourrait se positionner au Togo, notamment l'agro-industrie.

La Dirigeante a félicité le Togo pour sa volonté de « transformer l'économie pour la rendre plus inclusive » et l'attention du Gouvernement sur les questions liées aux chaînes de valeurs globales, l'intégration régionale, ou encore la logistique et le digital. L'OCDE avait annoncé sa disponibilité à accompagner le Togo dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan National de Développement (PND).

L'OCDE est une organisation internationale axée sur la promotion des politiques publiques qui favorisent la prospérité, l'égalité des chances et le bien-être pour tous.

Le Togo a acté son adhésion à l'institution en 2019.

Patrick NIMA

DES ECHANGES FRUCTUEUX ENTRE LE PREMIER MINISTRE VICTOIRE TOME GAH DOGBE ET LE VICE-PRESIDENT DE LA BEI THOMAS ÖSTROS



Le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé s'est entretenue dimanche 12 mars 2023, avec plusieurs personnalités à Doha. La cheffe du Gouvernement a notamment échangé avec une délégation de la Banque européenne d'investissement (BEI) conduite par son Vice-président Thomas Östros.

Les deux personnalités ont évoqué les secteurs clés dans lesquels, la Banque européenne compte investir. Il s'agit notamment, de l'énergie, le solaire, de l'eau potable pour les populations, de l'agriculture. « J'ai eu de bons échanges avec Mme le Premier ministre du Togo sur comment développer nos futures coopérations entre Lomé et la BEI. Nous avons vu qu'il y a beaucoup d'opportunités au Togo et nous comptons nous positionner pour apporter des financements à

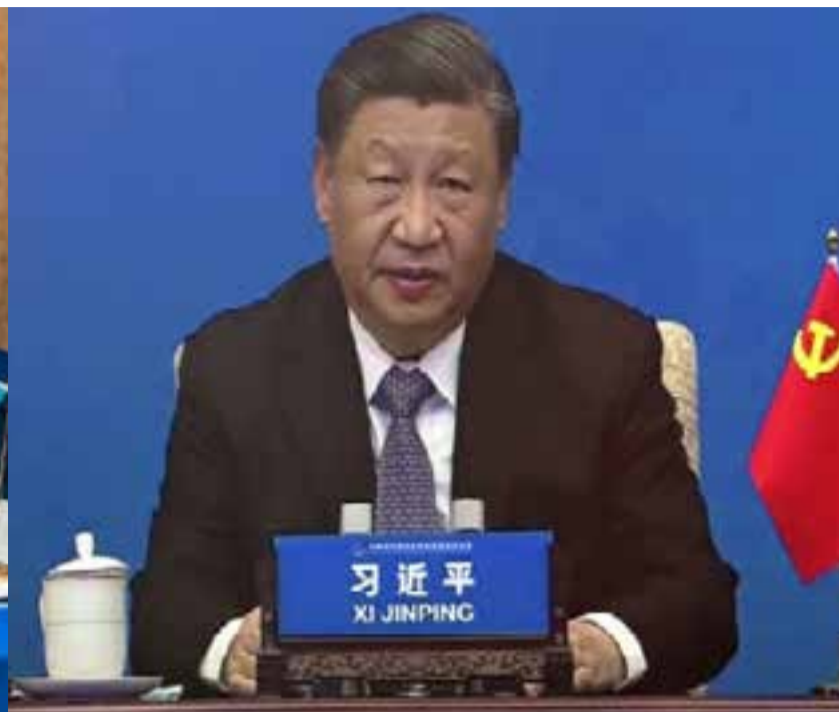
la réalisation des ambitions du gouvernement à travers sa feuille de route », a confié Thomas Östros, Vice-président de la Banque européenne d'investissement.

Depuis 1959, la BEI, la Banque de l'Union européenne a financé des milliers d'entreprises et de projets dans plusieurs pays à travers le monde. La Banque européenne d'investissement va investir dans plusieurs domaines au Togo. Cette rencontre s'est déroulée en marge des travaux de la cinquième conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés à DOHA dans la capitale qatari.

Marcel SOGLO

Dialogue de haut niveau entre le Parti Communiste Chinois (PCC) et les autres partis politiques du monde

UNIR, LE GRAND PARTI POLITIQUE DU TOGO PARTAGE SA VISION



Le parti politique Union pour la République (UNIR) a pris part le mercredi 15 mars 2023, par vidéoconférence, à un dialogue politique de haut niveau entre le Parti Communiste Chinois (PCC) et divers partis politiques issus de différents coins du monde.

Ce dialogue de haut niveau a connu la participation de plus de 500 partis politiques et 1000 participants. Les paradigmes nouveaux, les défis sans cesse changeants ne peuvent être abordés en ayant recours aux conflits. Le dialogue apparaît donc comme un cadre, un creuset idéal de discussion de nature à permettre aux dirigeants et organisations politiques de rechercher et de trouver des bases saines pour bâtir une société de paix, juste et moderne en tenant compte des réalités de chaque pays.

La marche vers un monde plus moderne et meilleur avec un rôle de premier plan des partis politiques, instruments de conquête du pouvoir et de réalisations des aspirations légitimes des peuples, justifie le choix porté sur le thème évocateur « la voie vers la modernisation : la responsabilité des partis politiques ».

Xi Jinping, secrétaire général du Comité central du PCC et président chinois, a présidé la cérémonie d'ouverture de la

réunion de haut niveau du dialogue entre le PCC et des partis politiques mondiaux. Dans son mot, Xi Jinping, a salué tous les partis politiques et participants présents, exposé les pistes de réflexions vers une véritable modernisation avant de dérouler une liste d'initiatives propres en vue de l'avènement d'une communauté de destin où la paix, la prospérité, l'harmonie, le développement, l'enrichissement mental sont les valeurs les mieux partagées. Il a surtout exprimé le vœu de travailler en intenses collaboration avec tous les partis politiques du monde pour un développement complet et intégral des peuples.

Au nom de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Parti Union pour la République (UNIR), Présidente de la République Togolaise, la militante yawaDjigbodjiTségan, a délivré, à l'occasion, une allocution mémorable.

De vives et sincères remerciements adressés à Xi Jinping ainsi que l'excellence des relations de qualité ont agrémenté ses premières prises de parole.

Dans l'exploration de la voie vers une civilisation mondiale telle prônée par le Président du Parti Communiste Chinois, YawaDjigbodjiTségan a souligné que :

« Dans cette quête pour le bien-être de nos populations, notre grand parti UNIR, sous le leadership de Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, a opéré depuis 2012 de profondes transformations de notre économie.

Cette nouvelle vision a permis de mettre en place des mécanismes et des politiques publiques propices à une prospérité partagée. Pour mener à bien ces différentes politiques publiques dans un Togo multi-ethnique, le Président de notre grand parti a opté pour une gouvernance concertée en vue de renforcer l'inclusion et l'harmonie sociale.

En tant que parti épris de paix, le parti UNIR s'est fortement inscrit dans la préservation de la paix, de la stabilité et de la sécurité. Malgré les progrès enregistrés dans le cadre du processus de sa modernisation, le Togo, à l'instar de la plupart des Etats africains, poursuit ses efforts en vue d'augmenter la production nationale. »

Le monde étant un village planétaire, étant en profonde transformation, la Présidente de l'Assemblée nationale a souligné l'importance mais surtout l'urgence de s'inspirer du savoir-faire, de l'ingéniosité et de l'expérience de la Chine sous le charisme du PCC.

« Au regard de l'urgence que requièrent les

défis qui restent à relever, nous pensons qu'il pourrait être judicieux de regarder avec une attention toute particulière le modèle que le PCC a pu bâtir, à travers son siècle de vie, pour amener la Chine au niveau actuel d'industrialisation et de développement.

Dans cette optique, nous partageons l'initiative de promotion d'un dialogue entre les civilisations à travers des interactions de même qu'une coopération intensive dans les domaines tels que l'éducation, la science, la culture, le sport ou le tourisme. Ainsi le parti politique apparaît comme un organe central de grandes réflexions stratégiques sur la conception, l'évaluation et l'adaptation des politiques de développement conformément aux aspirations des populations. »

D'autres interventions ont jalonné ce cadre de réflexion et d'échanges d'expériences notamment celles de représentants de la Chine, de l'Afrique du Sud, de la Serbie, de la Mongolie, de la Papouasie Nouvelle Guinée, du Soudan et du Togo pour ne citer que celles là. La modernisation est une notion à géométrie variable qui recouvre plusieurs réalités.

A noter que la Chine a organisé le premier dialogue de ce type à Beijing en 20

LE DG SFI AFRIQUE DE L'OUEST ET LA CHEFFE DU GOUVERNEMENT TOGOLAIS ABORDENT LES DIFFICULTÉS DES PME/PMI



Le Directeur régional Afrique de l'Ouest de la Société Financière Internationale (IFC), Olivier Buyoya reçu par la cheffe du Gouvernement. Mme Victoire Tomégah-Dogbé a reçu en audience mardi 13 mars à la Primature, le Directeur régional Afrique de l'Ouest de la Société Financière Internationale (IFC), Olivier Buyoya. Le renforcement du partenariat entre cette entité financière et le Togo, la feuille de route gouvernementale et l'accompagnement des PME/PMI ont été au cœur de l'entrevue.

Un accent particulier a été mis sur les difficultés d'accès au financement des PMI/PME ainsi que d'autres maux dont elles souffrent. « Nous avons vraiment parcouru les obstacles auxquels sont confrontées les PME/PMI et l'un de ces obstacles, c'est l'accès au financement, mais il y a aussi l'accès aux marchés, l'accès au savoir et aux instruments qui leur permettraient de se développer », a fait savoir M. Buyoya.

La Société Financière Internationale

(IFC) se positionne, en effet, sur l'accompagnement des projets locaux dans différents secteurs d'activités. Elle a récemment lancé l'« Initiative d'accompagnement aux champions nationaux » qui permettra de suivre les entreprises togolaises et favoriser leur développement. En collaboration avec le gouvernement, l'Association des Grandes Entreprises Togolaises (AGET) et les différentes faitières, la branche de la Banque mondiale dédiée au secteur privé devrait identifier les entreprises togolaises à fort potentiel.

La Société Financière Internationale a ouvert ses bureaux au Togo depuis 2019, avec un portefeuille qui s'élève à 450 millions FCFA, destiné au financement des PME/PMI.

FEMI Babatounde

Londres

LE TOGO PARTICIPE A SON PREMIER COMMONWEALTH DAY



Le Togo a pris part ce lundi 13 mars 2023 à la Journée annuelle du Commonwealth à Londres dans la capitale britannique. Plusieurs activités ont marqué cette célébration. Des rassemblements religieux et civiques, des débats et rencontres, des assemblées scolaires, des cérémonies de lever de drapeau et des événements culturels. Des membres de la famille royale britannique, représentants de gouvernements et des dignitaires se sont réunis tour à tour à l'abbaye de Westminster et au Marlborough House, pour un service commémoratif.

Accueilli au sein de l'Organisation il y a neuf mois (depuis en juin 2022) la première participation du Togo à la célébration du « Commonwealth Day » témoigne du respect des engagements pris par le Président de la République, Faure Essozimna GNASSINGBE, lors de la cérémonie de lever du drapeau togolais au siège de l'organisation, de participer aux activités du Commonwealth et de contribuer à l'atteinte de ses objectifs. Le Togo qui a célébré cette Journée aux côtés des 55 autres Etats membres a été

représenté le Professeur Robert DUSSEY. Le ministre togolais des Affaires Etrangères de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur a pris part à la cérémonie de lever du drapeau du Commonwealth au Palais de Westminster. Rappelant les fondements de l'Institution, le Président de la Chambre des Communes du Parlement britannique, hôte de cette cérémonie, a salué la mobilisation des Etats membres et a plaidé pour le renforcement de la coopération parlementaire pour le bien des nations. Le Ministre DUSSEY a également assisté à la messe dite au Westminster Abbey en présence de Sa Majesté le Roi Charles III, séquence marquant l'apothéose de la célébration du Commonwealth Day. Sa Majesté a indiqué dans son discours de circonstance que la diversité est la grande richesse du Commonwealth avant d'appeler à plus de tolérance et de respect pour que la paix puisse régner dans le monde.

Le Foreign Affairs Ministers Meeting en marge du Commonwealth Days

Sur invitation de La Très Honorable Patricia SCOTLAND KC, Secrétaire Générale du Commonwealth, le Ministre Robert DUSSEY a mis à profit son séjour londonien pour participer également à la 22ème session du « Commonwealth Foreign Affairs Ministers Meeting (CFAMM) » qui a eu lieu le mercredi 15 mars 2023 à Marlborough House.

Les travaux de cette 22ème session ont porté sur plusieurs sujets d'intérêt pour le Commonwealth, notamment la mise en œuvre des recommandations et décisions du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de 2022, le renforcement de la résilience pour des sociétés pacifiques, justes et stables, le financement de la Résilience climatique et de la Durabilité environnementale ainsi que le Commerce intra-communautaire et la connectivité numérique pour soutenir les Etats membres en temps de crise/ Le Chef de la Diplomatie togolaise a saisi l'occasion de la première participation de son pays au CFAMM pour évoquer la situation sécuritaire qui prévaut au Sahel et les velléités expansionnistes des groupes terroristes dans la sous-région

ouest-africaine. Le Professeur Robert DUSSEY a ainsi relevé les différentes mesures prises par le gouvernement togolais aussi bien en amont qu'après les premières attaques terroristes au Togo pour lutter contre ce fléau, à savoir : l'Etat d'urgence sécuritaire dans la région des Savanes, la Loi de programmation militaire et le lancement du Plan d'Urgence de Résilience pour la Région des Savanes. Le ministre togolais a également rappelé l'importance de l'initiative d'Accra dans la lutte contre ce phénomène et a lancé un appel au Commonwealth pour soutenir les efforts des Etats de la sous-région ouest-africaine.

Pour rappel, la Journée du Commonwealth, est observée le deuxième lundi de mars chaque année, et est l'occasion de promouvoir les valeurs partagées par l'Organisation. La célébration de cette année, placée sous le thème d'un « Avenir commun durable et pacifique », marque les 10 ans de la signature de la Charte qui régit les 2,5 milliards de citoyens de l'espace.

Germain POULI

Nommé en janvier dernier

LE PRESIDENT DE LA HAPLUCIA PRESENTE LES CHANTIERS DE SON MANDAT AU PREMIER MINISTRE



Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a reçu le mardi 14 mars 2023 le nouveau Président de la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption

et les infractions assimilées (HAPLUCIA) le juge Aba Kimelabalou. Celui-ci est allé présenter les chantiers de son mandat et les principaux défis de son institution.

Le Président de la HAPLUCIA remercie le gouvernement pour la confiance placée en sa personne en le nommant Président de la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption

et les infractions assimilées (HAPLUCIA).

Il a saisi l'occasion pour solliciter des conseils avisés et les orientations pour mener à bien sa mission

« Nous avons abordé les défis de la HAPLUCIA. J'ai sollicité le soutien du gouvernement afin que la stratégie nationale de prévention de lutte contre la corruption et les infractions assimilées soit adoptée puisque c'est cette stratégie qui constitue la boussole de notre Haute autorité. Nous avons sollicité également le renforcement des dispositifs juridiques et textes institutionnels de la prévention et la lutte contre la corruption. Tout ceci, pour participer à la bonne gouvernance et à la gestion transparente des affaires publiques », a déclaré le juge Aba Kimelabalou.

« Nous allons dérouler les actions tendant à sensibiliser, à éduquer, informer la population

afin qu'elle nous aide dans notre mission. Il faut que les populations s'approprient les outils de prévention et de lutte contre la corruption et nous allons faire de ces populations, nos alliés stratégiques dans l'accomplissement de notre mission », a-t-il ajouté.

Mme le Premier ministre a insisté sur le volet pédagogique, surtout sur les vertus de transparence, de responsabilité, de redevabilité, et d'intégrité. Elle a également évoqué la digitalisation des principaux services publics qui est en cours et qui permettra de réduire les actes de corruption dans les administrations publiques.

Nommé par décret le 24 janvier 2023, le nouveau Président de la HAPLUCIA a prêté serment le 31 janvier dernier.

Elysé J

LA ROUTE, MA VIE

Pour ma **sécurité** et celle des usagers de la route, je contribue à l'entretien du réseau routier : je paie ma **Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)**. La TVM est une taxe annuelle. Elle est payée au plus tard le 31 mars de chaque année.

Un réseau routier en bon état prolonge la durée de vie de mon engin.

LES GRANDES ENTREPRISES ET L'INDUSTRIALISATION DU TOGO



Les Grandes entreprises du Togo entendent jouer un rôle primordial sans précédent dans la politique industrielle du Togo. Regroupées en Association dénommée (AGET), elles s'activent pour traduire en action, la politique industrielle du gouvernement togolais telle que définie dans l'axe 2 de sa feuille de route 2020-2025. Le sujet a capté l'attention des membres de cette organisation, membres du Gouvernement et partenaires financiers autour de la thématique « Industrialisation du Togo », lors de la deuxième édition de ses Universités tenue le mardi 14 mars 2023 à Lomé.

A l'occasion de ce cadre d'échange et de partage, plusieurs activités ont servi de canaux de discussion de haut niveau et de pistes de réflexions devant servir

de matière aux décideurs. Il s'agit entre autres des communications et des panels au centre desquels des sous thématiques telles que « la Politique industrielle et facteurs de production » ; « Financement et Industrialisation : rôle des institutions de Financement et de l'Etat » et « le Développement des chaînes de valeur : Agro-industrie et mines » ont été abordés. En effet, selon les explications d'éminents panelistes, experts venus d'horizons diverses, les industries jouent un rôle crucial dans le développement d'un Etat. Elles pourvoient en emplois et contribuent énormément à la création de richesses. Ce rôle joué par les entreprises surtout durant la pandémie à covid-19, pour relever l'économie togolaises, est salué par le Ministre de la promotion des investissements. « Les Grandes

Entreprises, dont la contribution est estimée à plus de 20% du PIB en 2021 et à 30% des recettes fiscales et douanières, entendent ainsi aider davantage l'écosystème entrepreneurial national, de plus en plus fourni au fil des années », a indiqué Mme Rose Kayi MIVEDOR lors de son intervention.

Pour une meilleure politique d'industrialisation au Togo, elle propose la réunion de trois éléments essentiels : « un Climat des affaires propice, un coût de production réduit et une amélioration de la qualité de la main d'œuvre ». Selon elle, le Gouvernement offre également des avantages que doivent exploiter les entreprises. Il s'agit du régime de la Zone Franche, le Code des investissements et la Plateforme industrielle d'Adétikopé dédiée à la création des industries.

Le Président de l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET), M. Jonas Aklesso Daou a exprimé sa gratitude à l'endroit du Gouvernement, aux entreprises ainsi qu'aux partenaires financiers. Il a souligné l'importance de la rencontre initiée par son association et la contribution des industries dans le développement d'un pays. « Le développement industriel crée l'emploi et contribue à la réduction du chômage », a-t-il déclaré.

Pour le Ministre Kodjo ADEDZE en charge du Commerce et de l'industrie, le Gouvernement reste convaincu que le partenariat public-privé reste un moyen efficace pour le Développement des pôles manufacturiers. C'est pourquoi, souligne-t-il, l'exécutif crée une politique industrielle avec les partenaires afin de mettre en exergue les pôles de compétitivité. « Nul n'ignore l'importance des chaînes de valeur dans un monde globalisé. Elles assurent la croissance économique et réduisent la pauvreté », a souligné Kodjo ADEDZE présidant la cérémonie de clôture au nom du Gouvernement. Il a en outre, félicité l'AGET pour ce cadre d'échange, de partage d'expérience et de demande de doléance au Gouvernement.

La Banque Africaine pour le Développement (BAD) et la Société Internationale de Financement (SFI) présentes, ont réintégré leur disponibilité à accompagner le Togo dans sa marche pour l'atteinte de son objectif d'industrialisation.

L'AGET est le regroupement de sociétés anonymes de droit togolais, du secteur privé, de l'industrie et des services. Elle a initié cette Université pour contribuer au développement du pays notamment le développement industriel et entrepreneurial à travers des pistes de réflexions et de proposition au Gouvernement. C'est un cadre privilégié de discussion et de partage entre secteur public et privé.

Togoreveil

SELON L'OTR 65 958 UNITES ECONOMIQUES RECENSEES AU TOGO, EN DEHORS DU GRAND LOME

L'Office togolais des recettes (OTR), à la suite d'une campagne de collecte de données réalisée du 27 novembre 2021 au 23 mars 2022 dans les six divisions régionales de la Direction des opérations fiscales régionales et dans la commune d'Agoè-Nyivé 6 a enregistré 65 958 unités économiques sur l'ensemble du territoire, à l'exception du Grand Lomé.

Dans le détail, la région des Plateaux compte le plus grand nombre d'entreprises, avec 18 646, soit 28,3% des unités dénombrées. La Maritime vient en deuxième position avec 13 280 recensées et la région des Savanes, la troisième place avec 12 279. Quant aux régions de la Kara, la Centrale et la commune d'Agoè-Nyivé 6, elles comptent respectivement 9 744, 10 093 et 1 914 entreprises.

Si 5 078 des structures dénombrées sont étatiques, 58 408 sont des sociétés et entreprises unipersonnelles et 796 des associations, ONG, Organisation Internationales, mutuelles & projets. 69,4% des unités recensées opèrent dans le secteur tertiaire, 30,5% dans le secondaire et 0,2% dans le primaire.

En rappel, la même opération a été déjà réalisée par l'OTR dans le Grand Lomé en 2018.

Komla YAWO



Pâte d'arachide
AYÉLÉ



MADE IN TOGO

Contact:
91 82 42 35

Transit Routier Inter-Etats

LA CCI-TOGO LANCE UN NOUVEAU SYSTEME AUTOMATISE DE TRACKING DE MARCHANDISES PAR IDENTIFIANT RADIO



La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo), garant national de l'opération du transit, s'est dotée d'un nouveau système de tracking des marchandises par identifiant radio. Ce système de suivi a été lancé le 10 Mars 2023 à l'occasion d'une campagne de sensibilisation ouverte à l'hôtel Sarakawa à l'intention des acteurs du Transit Routier Inter-Etats sur l'ensemble du territoire national. Cette cérémonie a été présidée au nom du ministre en charge du Commerce M. Kodzo Adedze par son Directeur de cabinet en présence de Mme la présidente de la délégation Spéciale Consulaire Mme Nathalie Bitho Manzinèwè.

Cette rencontre destinée à mettre officiellement en marche le nouveau système de suivi des marchandises en transit par RFID vise également à informer et à sensibiliser tous les acteurs publics et privés de l'opérationnalisation dudit système sur toute la chaîne logistique au Togo. Dorénavant, il ne sera plus question de la pose de deux balises GPS sur les camions de

transports de marchandises comme par le passé, mais plutôt, d'une part, un système de tracking des marchandises par la technologie GPS opéré par l'OTR, conformément à son rôle régalié d'organisateur et de contrôleur de l'opération de transit et d'autre part, le système RFID mis en place par la CCI-Togo dans son rôle de caution nationale de l'opération de transit.

La radio-identification, le plus souvent désigné par l'acronyme anglais RFID (Radio-Frequency Identification) est une méthode de mémorisation et de récupération des données à distance en utilisant des marqueurs appelés « Radio-Étiquettes » ou « tag RFID ». Ces radios étiquettes auto-adhésives, collées aux camions ou aux marchandises, embarquent toutes les données de la marchandise qui sont lues au moyen de lecteurs émetteurs récepteurs fixées tout au long des corridors routiers. Derrière ce système se trouve un dispositif technique révolutionnaire qui permet d'associer aux objets (camions, marchandises...) des puces ou des éti-

quettes communicantes associant ainsi les flux physiques de marchandises ou de camions, des flux numériques qui en assure la traçabilité.

Ainsi, la sécurité de la marchandise en transit se trouve garantie durant son acheminement vers le pays de destination à l'avantage des recettes fiscales qui se verront augmenter.

Ce dispositif quasiment soutenu par des instruments juridiques régionaux vient, selon Mme Bitho Manzinèwè présidente de la Délégation spéciale de la Chambre Consulaire, « compléter et renforcer les initiatives déployées par l'Office Togolais des Recettes dans son rôle régalié d'organisateur, de suivi et de contrôle de l'opération de transit de bout en bout. »

Pour sa part le ministère en charge du Commerce qui salue l'initiative de la CCI Togo, ce nouveau dispositif permet au secteur privé et l'économie nationale, de disposer d'un moyen de favoriser la fluidité, tant de la circulation des marchandises que des informations les concernant.

« En effet, quatre des avantages de ce nouveau système de suivi des marchandises en transit, nous font entrevoir des perspectives heureuses pour la contribution de notre pays à l'amélioration du commerce et des transports dans la sous-région », a souligné le Directeur de cabinet du ministère du commerce.

Il s'agit du suivi en temps réel des véhicules transportant les marchandises, ensuite, le fait qu'aucune intervention humaine ne soit nécessaire le long du parcours garantit la fiabilité des informations sur les marchandises transportées, la traçabilité des marchandises et la disponibilité de statistiques multicritères.

Après le Grand Lomé, la séance de sensibilisation se poursuit dans les régions, et sur d'autres sites identifiés notamment, les Parkings des camions gros porteurs, les Postes de contrôle Juxtaposés, les Plateformes de chargement et les frontières, durant tout le mois de mars 2023.

Togoreveil



FRIMET
...Une Afrique des métiers

**REPRESENTER
GRANDEUR NATURE
SUR UN PETIT FORMAT PLAT...
C'EST L'AFFAIRE D'UN**



**SPECIALISTE EN
CARTOGRAPHIE.**

AFRIMET.....UNE AFRIQUE DES METIERS

DES PERSPECTIVES ALLECHANTES POUR LE SECTEUR DU COMMERCE AU TOGO



Le Togo dispose d'un potentiel très prometteur en matière de commerce. Au cours de l'année 2021, les exportations ont atteint 748,6 milliards de francs CFA, en hausse de 7,71% par rapport à 2020 où elles se situaient à 695 milliards de francs. Restant sur cette embellie, les attentes pour les prochaines années sont de taille. Pour 2022, une régression d'environ 12% a été observée sur l'ensemble des exportations selon les estimations de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed).

Mais pas de quoi s'affoler

Les produits miniers phosphatés, notamment les phosphates naturels de calcium, phosphates alumino-calciques naturels et craies phosphatées occupent la majeure partie des exportations. Ils couvrent un pourcentage d'environ 16,9% de la totalité des exportations du dernier trimestre 2022. Ce pourcentage représente environ 23,76 milliards de francs CFA.

Outre ces produits, il y a ceux dérivés de la filière plastique qui viennent en seconde position dans le classement des principaux produits vendus par le pays vers l'extérieur. Les produits tels que sacs, sachets, pochettes et cornets en matières plastiques affichent une valeur de 14,8 milliards de francs soit un pourcentage de 10,8% sur l'ensemble des exportations.

On peut déjà entrevoir une reprise

Les répercussions économiques de la pandémie de covid-19, du conflit russo-ukrainien, de l'augmentation du prix du baril de pétrole, etc. sont quelques-uns des facteurs qui ont touché négativement les exportations togolaises en 2022. Pour réduire considérablement cette baisse, le Togo a entrepris la mise en place des mesures économiques fiables.

Exemples

En mars 2022, le ministre en charge de l'Economie et des Finances a annoncé des mesures portant sur l'exonération de la TVA sur certains produits importés ou vendus dans le pays (maïs, sorgho, blé, mil, huile, lait...).

Outre cette mesure, plusieurs autres ont eu lieu notamment la suspension du paiement des taxes de tickets de marché sur toute l'étendue du territoire national pour une durée de trois mois (suspension qui a d'ailleurs été prorogée depuis) ; le plafonnement des prix de certains produits locaux et importés, etc. soit environ 50 milliards de francs CFA injectés pour amoindrir les coûts de l'inflation économique.

Marcel SOGLO



Desin de S. Tatchev

En prélude à la Conférence des Nations-Unies sur l'eau

LES PAYS DE LA CEDEAO SE CONCERTENT A LOME



Lomé a abrité cette semaine, un atelier régional de concertation sur la coopération en eau.

La Conférence des Nations-Unies sur l'eau se tient du 22 au 24 mars à New York en USA. A quelques jours du début de cette rencontre, le Togo a accueilli cette semaine, un atelier régional de concertation.

Initiée par le Centre de Gestion des Ressources en Eau de la CEDEAO a enregistré la présence du ministre de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise, Bolidja Tiem qui présidait la cérémonie d'ouverture.

La vision est de renforcer la coopération régionale dans le secteur de l'eau, et permettre aux organismes des bassins d'eau et aux institutions d'intégration régionale de mieux se préparer pour cette conférence des Nations Unies.

Pour M. Bolidja TIEM, Ministre de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise, « c'est en agissant de concert, à travers une coopération régionale et transfrontalière que nous parviendrons à mieux gérer nos res-

sources en eau, qui sont de plus en plus affectées par les effets des changements climatiques ».

Durant trois (03) jours de travaux, les participants ont défini les engagements, les priorités communes de l'Afrique de l'Ouest et les actions à mener pour renforcer la coopération dans la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau.

Sur le plan national, le Togo a mis en place des initiatives visant à renforcer l'accès à l'eau potable au profit de ses populations. Le pays vise à atteindre un taux de desserte nationale de 85% sur l'horizon 2025.

Dans la fièvre même de cette rencontre régionale, le pays a procédé au lancement de son Projet de Promotion de l'Assainissement Inclusif des Centres Urbains (PAICUT).

Marcel SOGLO

Assainissement et accès à l'eau potable

LE MINISTRE BOLIDJA TIEM LANCE LE PAICUT



Le Ministre de l'Eau et de l'hydraulique villageoise, Bolidja TIEM lance le Projet de Promotion de l'Assainissement Inclusif des Centres Urbains au Togo (PAICUT). Cofinancé par la Banque Africaine pour le Développement (BAD) à travers la Facilité Africaine de l'Eau (FAE) et l'Etat Togolais, le Projet de Promotion de l'Assainissement Inclusif des Centres Urbains au Togo (PAICUT) est officiellement lancé mardi 14 mars 2023 à Lomé par le Ministre en charge de l'eau et

de l'hydraulique villageoise.

Le lancement de ce projet vient concrétiser les efforts d'assainissement des centres urbains au Togo.

L'initiative vise à implanter des stations de traitement de boues de vidange dans neuf (09) centres urbains sur l'ensemble du territoire et de renforcer celle déjà installée à Sokodé. La démarche, selon le Ministre Bolidja Tiem, va également consister à « amener les populations à mieux gérer la filière de traitement, et à bénéfici-

er des résultats adéquats en matière de prestation de services d'assainissement et à rompre avec la défécation en plein air ».

Le projet PAICUT fait suite à plusieurs autres actions déjà réalisées ou en cours de réalisation sur toute l'étendue du territoire. L'objectif est d'améliorer l'assainissement et l'accès à l'eau potable.

Patrick NIMA

PRINCIPALES INNOVATIONS DE LA REFORME DES TEXTES DE LA COMMANDE PUBLIQUE

01

Cadre juridique

Cadre juridique rénové et structuré en deux volets :

- Une réglementation dédiée aux marchés publics : loi n° 2021-033 du 31 décembre 2021 relative aux marchés publics et le décret n° 2022-080/PR du 06 juillet 2022 portant code des marchés publics

- Une réglementation consacrée aux contrats de partenariat public-privé (PPP) qui inclut dorénavant les Délégations de service public (DSP) : loi n°2021-034 du 31 décembre 2021 relative aux contrats de partenariats public-privé et décret n°2022-065 du 11 mai 2022 portant modalités de mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des contrats de partenariat public-privé

02

Cadre institutionnel

Un cadre institutionnel réaménagé :

- Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) devient Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) et voit ses compétences étendues aux PPP ; elle est rattachée à la Présidence de la République ;
- Direction nationale du contrôle des marchés publics (DNCMP) devient Direction nationale du contrôle de la commande publique (DNCCP) et voit ses compétences étendues aux PPP ;
- Institution d'un Observatoire économique de la commande publique (OECF) chargé de recenser et d'analyser les données relatives aux contrats de la commande publique afin d'élaborer des outils d'aide à la décision.

- Commission de passation des marchés est remplacée par une Cellule de gestion des marchés publics (CGMaP) comprenant obligatoirement un expert ou spécialiste en passation des marchés (SPM) ;
- Création d'une unité de partenariat public-privé (Unité PPP) rattachée à la Présidence de la République et dont la mission est de conseiller et d'appuyer les autorités contractantes dans les projets PPP ;

03

Réduction considérable des délais

- Le délai moyen de passation des marchés publics (procédures ouvertes) est passé de 180 jours à 90 jours ;
- Le délai de contrôle a priori (DNCCP) est passé de 15 jours calendaires à 7 jours calendaires à compter de la date de délivrance de l'accusé de réception ;

- Le délai d'exercice de recours est réduit de 15 jours ouvrables à 7 jours calendaires pour la contestation des résultats ;
- Le délai de traitement des recours au niveau de l'ARCOP est également réduit et passe de 30 jours calendaires à 15 jours calendaires à compter de la réception des informations complémentaires.

Délais réglementaires normaux de passation des marchés publics

- 1- Entre la soumission du DAC et l'obtention de l'avis de l'organe de contrôle
- 2- Entre l'avis de l'organe de contrôle et l'invitation à soumissionner
- 3- Entre l'invitation à soumissionner et la date de réception des offres
- 4- Entre la réception des offres et l'attribution provisoire
- 5- Avis sur le rapport d'évaluation des offres ou propositions
- 6- Notification du marché approuvé

- 7- Approbation du marché
- 8- Signature du marché par la PRMP
- 9- Signature du marché par le titulaire du marché
- 10- Avis juridique sur le projet de marché
- 11- Entre la publication de l'attribution provisoire et la signature du marché (délai pour d'éventuel recours)

04

Modes de passation et régime des marchés particuliers

- Introduction de nouveaux modes de passation de marchés : offre spontanée, dialogue compétitif, sélection des consultants individuels ;
- Définition du régime des marchés particuliers : contrat de gestion et d'entretien par niveaux de service (GENIS), marchés à tranches et marché d'innovation ;

- Réglementation des accords-cadres qui sont des stipulations contractuelles générales qui serviront à la conclusion ultérieure de bords de commande ou de marchés subséquents à passer au cours d'une période donnée, notamment sur les prix et, le cas échéant, sur les quantités envisagées. Ceci permet d'éviter des procédures répétitives pour les acquisitions courantes.

05

Redevance de régulation

Cadre juridique rénové et structuré en deux volets :

- Réduction du taux de la redevance de régulation des marchés publics qui passe de 1,5 % à 0,75 % du montant hors taxes des marchés approuvés ;
- Affectation d'une quote-part de la redevance de régulation au financement des activités de l'organe national de contrôle et des organes de passation ;
- Rappel : la redevance est appliquée sur tous les marchés publics quelle que soit la source de financement (interne et externe).

06

Professionalisation

- Les membres de la cellule de gestion des marchés publics sont exclusivement dédiés à cette fonction ;
- Les membres des organes de gestion (PRMP, CGMaP et CCMP) doivent répondre à un profil défini dans les domaines juridique, technique, financier, économiques ou des marchés publics ;
- Obligation assignée à l'ARCOP d'œuvrer pour la professionnalisation des acteurs.

07

Dématérialisation

Affirmation de la possibilité de passation des marchés et de gestion du contentieux à travers les moyens de communication électroniques.

08

Autres innovations majeures

Cadre juridique rénové et structuré en deux volets :

- Introduction de la notion « d'offre conforme économiquement la plus avantageuse » dans les règles d'attribution des marchés publics ;
- Possibilité donnée à l'ARCOP de sanctionner les agents publics ;

- Consécration de nouveaux principes fondamentaux de la commande publique :
 - Intégrité, rationalité et modernité des procédures ;
 - Respect des normes environnementales, sociales et de développement durable, notamment la prise en compte de l'accessibilité universel.

Avec l'ARCOP, on avance dans la transparence !

Tournée de la TDE

LE DG YAWANKE WAKE GBATI EXHORTE LE PERSONNEL D'EXPLOITATION ET DE PRODUCTION A ŒUVRER POUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS GOUVERNEMENTAUX

La Société Togolaise des Eaux (TDE) s'active pour traduire en action, les objectifs de la feuille de route gouvernementale 2020-2025. Pour ce faire, une équipe de la direction générale de la structure avec à sa tête, le Directeur Général, a entamé une tournée sur toute l'étendue du territoire national. M. Yawanké Waké Gbati et son équipe ont rencontré le personnel d'encadrement (personnel d'exploitation et de production du sud) des régions maritimes et plateaux, le lundi 13 mars 2023.

Le Directeur général a d'abord salué le dévouement et la détermination du personnel dans le service rendu et a en suite invité les uns et les autres à redoubler d'ardeur dans la marche vers l'atteinte des objectifs fixés par le Gouvernement.

« Les premières autorités du pays comptent sur nous pour satisfaire nos populations. Pour ce faire, elles sont à notre écoute pour nous fournir les moyens nécessaires qui nous permettront de donner de l'eau potable aux populations. Alors je vous invite à doubler notre course dans cette mission », a indiqué Yawanké Waké .

Cette tournée vise à partager la vision de la direction générale qui s'inscrit dans la droite ligne de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, notamment le renforcement de l'inclusion et l'harmonie sociale et garantir la paix.

L'objectif est de dynamiser la création d'emplois, en s'appuyant sur les forces de l'économie, et moderniser le pays par le renforcement des structures. Il s'agit également durant cette tournée d'exposer les objectifs de l'année 2023 au personnel d'encadrement.

En effet, cette année 2023, les objectifs selon la direction générale, sont entre autres, le suivi de la production d'eau pour un bon service à la population, la maintenance préventive et curative des ouvrages, le bon service à la clientèle, la dématérialisation des processus et pratiques au sein de la TdE, l'appropriation de la transformation digitale et la démarche



qualité. La TdE a joué un grand rôle durant l'apparition de la pandémie de COVID-19, avec la réduction de ses tarifs de fourniture d'eau. Ce qui a beaucoup soulagé les populations, puisque durant cette période la lutte contre la pandémie avait pour épine dorsale l'eau. Avec l'appui des premières autorités, la société a mis en place un plan de desserte qui a bien fonctionné, et assoupli les démarches dans l'obtention de branchements à la population.

Dans la foulée, et afin de s'inscrire dans la vision du Gouvernement, celui de la dématérialisation et de la transformation digitale, un nouveau produit a été introduit pour permettre à ceux qui le désirent de pouvoir contrôler leur consommation d'eau et éviter le gaspillage. Il s'agit du

compteur intelligent ou compteur prépayé appelé « T'si go ».

En effet, le compteur intelligent est doté d'une technologie innovante qui permet aux abonnés de maîtriser leur consommation d'eau potable et de réduire le gaspillage d'eau tout comme les compteurs cash power de la CEET. Il permet également de budgétiser d'avance la consommation d'eau, d'éviter les coupures d'eau pour impayés. Par ailleurs, ce type de compteur a pour avantage de réduire la visite des agents de la TdE aux domiciles des abonnés, et de les mettre à l'abri des fuites internes prolongées. Autrement l'abonné paie exactement ce qu'il consomme. Le déploiement dudit compteur a commencé avec la zone de Lomé et va s'étendre sur

toute l'étendue du territoire les mois à venir, à en croire la TdE.

Autres nouveautés introduites qui feront objet d'échanges durant la tournée, la plateforme digitale avec l'application mobile (TdE Clientèle), le site internet et l'élargissement des moyens de paiements digitaux des factures d'eau (via TMoney, Flooz, Ecobank mobile, ECO CCP, AleasePay).

La tournée va se poursuivre dans les autres régions du pays.

Patrick NIMA

ORA TV
WWW.ORA.TV.TG
Coming Soon...
LA WEB TV DES OPPORTUNITÉS

Promotion de l'entrepreneuriat

LE TOGO CREE L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT DES TPME



Grâce aux outils de promotion et/ou des réformes incitatives, les pouvoirs publics encouragent les jeunes à entreprendre au Togo. Il est donc clair que l'entrepreneuriat est le canal sûr

pour avoir un meilleur emploi, pour créer de la richesse dans le pays pour lutter contre le chômage et la pauvreté. La création d'une agence de développement des TPME s'inscrit dans cette dynamique

de recherche du mieux-être.

En juillet 2022 un décret a été rendu en Conseil des ministres, ouvrant grandement la voie à la mise en place d'une innovante agence nationale de développement des Très petites, petites et moyennes entreprises (TPME).

La structure est destinée à centraliser et piloter de façon cohérente et structurée toutes les initiatives de soutien aux TPME. Il s'agit aussi de contrôler plus efficacement les actions de financement orientées vers le développement des TPME.

Un autre objectif est d'harmoniser ainsi que de garantir le respect des règles et procédures de financement, d'avoir une base de données pour un meilleur suivi, conformément à la feuille de route gouvernementale 2020-2025 pour aider les acteurs économiques.

Outre l'agence, il y a des mécanismes comme le Faiej, le Paeij-SP, le FNFI, le Pradeb, l'ANPGF... qui tirent les entrepreneurs vers le haut. Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes a permis de 2013 à juin 2021 de financer 3 600 projets de jeunes. Il a octroyé 4,5 milliards de francs de crédits

à la cible et favorisé la création de 12 792 emplois.

Au tour du Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (Paeij-SP) d'allouer 17,2 milliards de francs aux jeunes agro entrepreneurs, de créer plus de 55 000 emplois directs dont 27% pour les femmes et près de 800 000 emplois saisonniers (dont près de 40% pour les femmes), avec 31 PME/PMI appuyées.

Forte création d'entreprises

En 2020, les appuis ont permis de créer 12 592 entités. L'année suivante, ce sont 13 777 entreprises qui ont été mises en place. On évalue les nouvelles créations d'entreprises à 13 835 en 2022, selon les données statistiques du CFE compilées.

Derrière ces évolutions se cachent des réformes comme la digitalisation du processus de création d'entreprises en quelques heures ; la réduction des frais de création de 262 000 francs en 2012 à 30 000 francs de nos jours. Le climat des affaires est très sain au Togo.

Komla YAWO

Umoa-Titres

LE TOGO LEVE 9 MILLIARDS FCFA



Sur le marché financier régional pour mobiliser 25 milliards FCFA, le Togo s'en sort financièrement avec 9 milliards.

Le pays a bouclé vendredi 10 mars, une nouvelle sortie sur le marché financier régional via une émission simultanée de Bons et d'Obligations Assimilables du Trésor (BAT et OAT). Objectif : mobiliser 25 milliards FCFA.

Avec un taux de couverture

estimé à 38%, le Trésor public a finalement mobilisé 9,6 milliards FCFA. Ce qui porte à 103 milliards, le total des emprunts effectués par le Togo depuis le début de l'année 2023.

Pour rappel, les fonds mobilisés sont destinés à couvrir les besoins de financement du budget de l'Etat gestion 2023.

Togoreveil

Fonds Tinga

LA MINISTRE DELEGUEE MILA AZIABLE LANCE LA PHASE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET A ATAKPAME



Le Ministre Délégué de l'énergie et des mines a lancé jeudi 9 mars 2023 à Atakpamé, le fonds Tinga. Initié par le Gouvernementale pour faciliter l'accès à l'électricité aux ménages à travers des branchements aux réseaux électriques, le projet est désormais entré dans sa phase de mise en œuvre. L'initiative permet en effet, aux ménages de déboursier 1.000 f CFA, au lieu de 100 000 FCFA, pour accéder à l'électricité. Le remboursement du reliquat est échelonné sur une durée allant jusqu'à

10 ans, en fonction du revenu du ménage. Le projet, selon le Ministre Délégué Mila Aziabile, permet d'« assurer la répartition équitable de l'électricité grâce à une énergie fiable et à moindre coût de façon durable et respectant l'environnement ». Le but visé par le Gouvernement en initiant le Fonds Tinga, est de renforcer le taux d'accès à l'électricité.

Togoreveil



JIF 2023

TOGOCOM CELEBRE « LES FEMMES DU NUMERIQUE »



La Journée Internationale de la Femme a été célébrée mercredi 08 mars 2023 dans le monde. Au Togo, l'événement a été marqué par l'organisation de diverses activités dans les institutions publiques comme privées. Leader de la télécommunication au Togo, Togocom n'a pas dérogé à cette tradition. L'institution née du mariage Togocel-Togotelecom a organisé une causerie-débat portant sur le thème « l'équité genre » en lien avec la gestion des carrières. Il s'agit d'un atelier baptisé « Entre nous

». La rencontre a permis de discuter en interne, de la situation de la femme au sein de l'entreprise. Les discussions consistent à faire l'état des lieux sur l'engagement pris, les avancées, les défis, de même que les perspectives au sein de l'entreprise. A l'occasion, Employeur et employés ont discuté de façon interactive, à cœur ouvert de l'épineuse question de l'équité genre dans la gestion des carrières. Le débat s'est axé sur la sous représentativité des femmes aux postes stratégiques, techniques et de décision, de même que

les pistes de solutions à proposer pour y remédier. Au terme des échanges, des recommandations ont été formulées, notamment la conception de plans de carrière pour les femmes, la valorisation de leur parcours en capitalisant sur leur expérience professionnelle, le renforcement de leurs compétences par des formations, puis le coaching par le transfert de compétences des supérieurs hiérarchiques à leurs collaboratrices. Les femmes de TOGOCOM ont été appelées à encourager leurs filles à

s'intéresser davantage aux filières scientifiques et technologiques. L'objectif est de les préparer pour se qualifier aux postes techniques, profils très recherchés sur le marché de l'emploi. Le but est de contribuer à mettre fin aux barrières socio-culturelles qui entravent l'épanouissement harmonieux des jeunes filles.

« La politique d'équité et d'égalité de genre de TOGOCOM, mise en place par le groupe Axian depuis 2021, a pour ambition de faire avancer les femmes et les hommes vers le progrès en ne laissant personne de côté », explique la direction. Une attention particulière est accordée en ce sens, aux candidatures féminines tout en « priorisant, à compétences égales, les recrutements ».

Le point qui a le plus marqué cette célébration, est présentation solennelle de l'association « Les femmes du numérique » (LFN), à toutes les femmes. Elle incarne les aspirations des femmes du secteur à porter loin leurs ambitions.

« Nous inscrivons cette journée dans un cadre de bilan. Nous avons des objectifs assez stricts en matière de genre balance ; c'est de parvenir à une parité 50/50 d'ici à 2025... Nous voulons avoir plus de femmes dans la prise de décision, dans la réflexion stratégique... Ce combat est beaucoup plus profond ; il doit commencer par la cellule familiale... Faisons le combat ensemble... Aujourd'hui nous célébrons aussi des idées ; cette liberté qu'ont les femmes de s'exprimer pour nous proposer des projets qui vont même au-delà de TOGOCOM... », a exhorté Tarik Boudiaf, DG par intérim de Togocom.

Marcel SOGLO

8 mars 2023

FEMMES RESILIENTES DE LA COMMUNE DU GOLFE 7 UN PROJET D'INITIATION A L'ENTREPRENEURIAT VERT

Femmes Résilientes de la Commune du Golfe 7 (FRG7) est un projet de l'ONG Togo Environnement Propre, partenaire du développement de la Commune, qui consiste à amener 300 femmes à faire face et à se remettre des défis et des obstacles socioéconomiques de cette vie toujours menacée par des crises et pandémies comme la COVID-19.

Réparti en trois composantes, ce projet va permettre à ces femmes d'avoir accès à l'autonomisation financière, aux services essentiels comme l'assurance maladie, mais pas seulement. FRG7 va former les participantes à l'initiation et à la gestion d'Activités Génératrices de Revenues avant de mettre à leur disposition un fonds et un cadre de démarrage.

Dans son allocution à la cérémonie d'ouverture Mme Nèmè Gnassingbé, a présenté le projet et expliqué aux femmes comment elles pourraient sortir de l'ornière en pratiquant le maraichage. D'après ses propos, le logo du projet explique tout sur l'initiative qu'elle lance aujourd'hui. Pour elle, lorsque les circonstances deviennent improbables, on doit être en

mesure de trouver des alternatives pour continuer d'entreprendre afin vivre décemment.

En effet, la première composante concerne le maraichage en milieu urbain, la fabrication et l'utilisation de pesticides et engrais bio. Cette première composante touchera 100 femmes tout comme les deux autres. Le second groupe de femmes sera initié à la production de pépinière de plantes et au reboisement pour tenter de repousser le réchauffement de la planète. Enfin la troisième vague sera formée au perlage et à la fabrication de bijoux avec des matériaux recyclés.

Pour Aimé Koffi DJIKOUNOU, Maire de la Commune du Golfe 7 ce projet illustre les nombreuses actions par lesquelles, les femmes togolaises cherchent à améliorer leur contribution au développement de leur société. « Je réitère mon engagement sans faille à poursuivre les actions afin d'améliorer, dans la mesure de nos moyens, les conditions de vie de chacune de vous pour le bonheur des familles de la commune » a-t-il déclaré.

Il faut préciser que c'est autour d'un reboisement que la cérémonie de démarrage du projet FRG7 s'est tenue le mardi 7 mars



2023. Réalisé sur l'esplanade de la Mairie ce reboisement est un bel exemple des souhaits du Maire DJIKOUNOU qui veut faire du Golfe 7 une Commune Verte. « Je suis honoré de pouvoir contribuer aussi petit que soit-

il au développement de ma commune. » disait le PDG de Famath Production, M. Mathias FANHO qui a offert pour cette occasion des sacs, des vivres et des rafraichissements. Il a aussi permis à ces femmes de

danser avec des artistes comme Black Joe et Mr Kleva ainsi que les comédiens Gogobi, Tabig et Jeandatol.

Aklesso TEBIE

L'ETAT TOGOLAIS ALLOUE 21 MILLIARDS DE FRANCS CFA POUR ASSURER LA COUVERTURE SANTE UNIVERSELLE EN 2023



Les dirigeants togolais font feu de tout bois afin de faire de la couverture sanitaire universelle une réussite. La couverture sanitaire universelle est un gage de développement durable. En ce

sens elle vise à faire en sorte que tout le monde, peu importe le rang social et le milieu de résidence, ait accès à des services de santé de qualité sans avoir des difficultés. Le processus implique l'élimination des

barrières comme la faible accessibilité financière, le manque de centres de santé, l'absence de programmes fiables, etc.

C'est à cela que se dévoue le Togo qui a fait du chemin au cours de la

dernière décennie. Pour l'année 2023, ce sont des milliards qui sont prévus pour la cause.

Des soins de santé pour tous

Le gouvernement projette les dépenses pour assurer la couverture santé universelle à 21 milliards de francs CFA selon la loi des finances exercice 2023. C'est une somme qui est en augmentation de 10% rapport aux 19 milliards de francs prévus en 2022.

Pour précision, c'est une dotation qui représente 16% des ressources totales allouées au ministère de la Santé qui s'élèvent à 127 milliards de francs. Il y a alors de réelles chances que le montant dédié à la couverture universelle garantisse l'accès de tous aux soins de santé. Une assurance-tontine pour les populations exclues

C'est une nouveauté pour faciliter la mise en œuvre du projet d'assurance maladie universelle. L'assurance-tontine est confiée à l'organe de référence en la matière : l'Institut national d'assurance maladie (Inam). C'est un outil dont les cibles sont des couches sociales non couvertes par les mécanismes d'assu-

rance classiques dans le secteur informel.

L'Inam prend en charge les citoyens Et ce depuis 2012. L'Inam a mission de proposer des mécanismes de prévoyance collective pour aider les citoyens à faire face à des situations comme la maladie, la vieillesse, l'invalidité, les charges de famille, le chômage. Il couvre les risques liés à la maladie, aux accidents et maladies non professionnels, à la maternité des agents publics et de leurs ayants droit.

De 2012 à 2022 les bénéficiaires des prestations de l'Inam sont passés de 209 243 à 426 866 avec des consultations de l'ordre de 405 319. Le mécanisme prend en charge entre 80 et 100% des frais en termes de consultation, hospitalisation, aide à l'achat des médicaments.

Il ne fait aucun doute que la voie est déjà balisée pour atteindre le but final qui est de soutenir les ménages à faire face à la maladie et à s'épanouir dans la société.

Patrick NIMA

MALIM
TCHOUKOUTOU ET AWOULA

Le choix de
Cecile Meba

Disponible dans les kiosques et boutiques

ORACOM

En entendant l'Ouverture officielle

L'HOPITAL DE REFERENCE DOGTA-LAFIE OFFRE DEJA DES PRESTATIONS EN IMAGERIE



Les choses se précisent pour l'hôpital de référence Dogta-Lafie anciennement connu sous le nom de Saint pérégrin. L'hôpital dont les travaux sont presque achevés, offre ses premiers services aux populations, en attendant son démarrage effectif.

L'établissement qui a en effet rendu opérationnel depuis le 1er mars dernier, son département d'imagerie offre des prestations en radiographie, mammographie et a rendu opérationnel son scanner 64 barrettes. Le tout, à un "prix promotionnel", a indiqué la direction médicale.

En rappel, l'infrastructure sanitaire, construite par la CNSS et implantée à Agoè-Nyivé sur la Nationale 1, s'étale sur une superficie de six hectares. Il y a près d'un an, la Société de gestion hospitalière (SOGHP), en charge de son exploitation, a ouvert son capital. Objectif, renforcer la contribution du secteur privé dans le cadre de l'amélioration de l'offre sanitaire.

Togoreveil

LE TOGO S'ACTIVE POUR LIMITER LES ACCIDENTS SUR SES ROUTES

Evolution numérique au Togo

6,15 MILLIONS DE CONNEXIONS MOBILES CELLULAIRES ACTIVES



La transformation digitale est à une phase avancée sur le territoire, grâce aux projets à fort impact mis en œuvre ainsi qu'aux mesures de promotion des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

Au rang des actions principales qui concourent à cette progression, il y a le déploiement de la fibre optique, la digitalisation des services de l'administration, l'opérationnalisation de l'Arcep, le programme Wi-Fi Campus, l'acquisition du câble sous-marin Equiano, etc.

Les résultats sur le terrain sont tangibles. Autant qu'ils sont, ces projets boostent l'utilisation de la connexion internet dans plusieurs domaines d'activité. Des chiffres contenus dans le rapport 2023 de Meltwater&We Are Social indiquent que le Togo compte 3,13 millions d'internautes réguliers, un nombre en augmentation de 2,3% en un an. Ainsi,

la pénétration d'internet est de 35%. Selon le rapport, 775 000 Togolais utilisent au moins un réseau social, ce qui représente 8,7% de la population. Aussi 6,15 millions de connexions mobiles cellulaires étaient-elles actives au début de l'année 2023. Par ailleurs, 68,7% de la population possède un mobile.

On note aussi une évolution numérique intense. La dématérialisation et la forte utilisation des TIC ont été accélérées surtout avec la pandémie de la covid-19. D'innovantes stratégies ont été trouvées pour assurer la continuité des services de l'administration aux usagers, rendre rapides les procédures et réduire les délais d'attente.

Aujourd'hui, les demandes du casier judiciaire et du duplicata de certificat de nationalité se font en ligne. En outre, la quasi-totalité des titres fonciers sont maintenant numérisés. Cela a permis à l'Office togolais

des recettes (OTR) de faire passer le nombre de dossiers de transfert de propriété traités de 252 en 2018 à 1 125 en 2021, soit une hausse de plus de 300%.

Une stratégie numérique qui a fière allure

Elle participe à la croissance économique comme désiré par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé convaincu que « la transition numérique ne peut avoir du sens que lorsque les mutations qu'elle occasionne, bénéficient aux populations ».

L'Environnement numérique de travail (ENT) dans les lycées, E-village, ECO CCP, le portemonnaie agricole AgriPME, les kits solaires prépayés avec la téléphonie mobile... embellissent la fête du numérique dans les localités même les plus reculées.

Patrick NIMA



Le pays veut devenir une terre de rêve et un centre d'affaires de premier choix pour les citoyens et les étrangers. Cela passe par la construction massive des routes, entre autres infrastructures indispensables au développement. Un autre pan est d'assurer sur ces routes la sécurité des usagers. Et le Togo multiplie les initiatives pour.

Le réseau routier s'est agrandi ces dernières années avec le bitumage de nombreuses voies et l'aménagement des pistes rurales sur l'ensemble du territoire.

Des milliers de kilomètres de routes en bon état

Durant la décennie, on parle de plus de 5 000 km de routes au Togo dont près de la moitié de celles-ci entièrement bitumées. De 2020 à 2025, environ 1 000 milliards de francs CFA devraient être consacrés aux infrastructures routières selon les prévisions.

Entre 2015 et 2021, le gouvernement en place a injecté plus de 930 milliards de francs CFA pour l'extension du réseau routier. Plus tôt de 2016 à 2018, des chantiers ont permis d'entretenir 1 042 km de routes et de réhabiliter 2 577 pistes rurales.

La sécurité sur les routes, un autre objectif

C'est ce qui amène les pouvoirs publics au projet de fixation des conditions d'accès et d'exercice de la profession de conducteur routier. Il s'agit de professionnaliser le secteur du transport à travers le métier de conducteur routier et l'amélioration de la sécurité routière.

L'idée est de pouvoir disposer des informations ainsi que des données qu'il faut pour une organisation efficace du sous-secteur du transport routier, conformément à la vision nationale qui est de s'affirmer comme étant un hub logistique et de services.

Ce n'est pas la seule arme contre les accidents

Il est connu qu'il existe une politique de sécurité routière au Togo qui prend en compte le management, les infrastructures, la qualité des véhicules, les usagers et les secours. Le ministère de la Sécurité et de la Protection civile veille beaucoup au grain.

Le contrôle du permis de conduire, le test d'alcoolémie, l'instauration du port de casque pour les motocyclistes et la ceinture de sécurité pour les automobilistes, la limitation du nombre de personnes par motocyclette ou par voiture, les sensibilisations pour le respect du code de la route, etc. font partie des moyens qu'il utilise pour éviter les accidents.

Togoreveil



PARTENAIRE OFFICIEL



FESTIVAL INTERNATIONAL
LA MARMITE 2023

De la ferme à l'assiette

FESMA



KARA

17 &
MARS
18

Palais des Congrès
Place de la Victoire

- Foire / Exposition
- Conférences
- Buffet de dégustation des mets de la Région de la Kara



www.festivalamarmite.com

+228 90 11 05 06 / +228 70 17 09 93 / +228 79 94 77 91



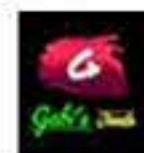
TOGO TERMINAL
LOMÉ



DAGAN



DAG



LES
CUPSTINES